

MOUVEMENT POUR
LA RENAISSANCE
DU CAMEROUN



CAMEROON
RENAISSANCE
MOVEMENT

AUTORISATION MINATD N°000221 DU 25 JUILLET 2008/ LETTRE MINATD N°0002249/LMINATD/DAP/SDE/STP DU 02 AOÛT 2012

DÉCLARATION SUR UN PROJET TÉNÉBREUX OURDI PAR DES CABINETS NOIRS ET CERTAINS ÉLÉMENTS DES SERVICES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT CONTRE DES CITOYENS ET DES PARTIS POLITIQUES CAMEROUNAIS

1- Depuis quelques jours des informations/rumeurs persistantes en circulation font état d'un complot qui serait en cours de préparation dans les arcanes du pouvoir contre des citoyens et des partis politiques dans notre pays. Ces informations/rumeurs coïncident avec une actualité sécuritaire macabre marquée en particulier par les récents assassinats crapuleux de journalistes, dont l'un, Martinez ZOGO, broyé par la DGRE, et l'autre, le Père OLA BEBE, exécuté par des inconnus.

2- À ces assassinats s'ajoutent l'enlèvement et la torture du lanceur d'alerte Paul TCHOUTA, et l'exercice de la terreur d'État sur Me Fabien KENGNE enlevé par des agents de la Sécurité militaire (SEMIL), la torture des MARCHEURS PACIFIQUES de septembre 2020 notamment par la Gendarmerie nationale, la Police nationale, la DGRE.

3- D'emblée, le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) tient à rappeler, que malgré toutes les manœuvres de déstabilisation et la violence orchestrée par le régime en place, la spoliation de ses victoires électorales depuis 2013, il reste attaché au changement dans la paix et par les urnes, et qu'il s'est toujours exprimé dans le cadre fixé par la législation nationale et les instruments internationaux auxquels le Cameroun a souscrit librement en tant qu'État souverain. Malgré l'autisme du pouvoir devant les multiples initiatives de notre parti visant à l'amener à résoudre les crises graves qui paralysent notre pays et constituent des menaces graves à sa sécurité, son unité et sa stabilité, le MRC tient au respect des institutions de la République dont il a fait dès sa création un de ses crédos. Aussi invite-t-il les femmes et les hommes qui servent au sein des Forces de défense et de sécurité à rester des républicains, et donc à demeurer aux côtés de notre Peuple en toutes circonstances.

4- Dans les informations/rumeurs en circulation, le MRC a appris qu'une opération d'élimination physique de son Président national et de certains de ses cadres, Otages Politiques (au regard de

l'Avis N°63/2022 du Groupe de Travail sur la Détention Arbitraire (GTDA) du 04 novembre 2022) serait déjà planifiée dans certains services de renseignement et autres services spéciaux de l'Etat.

5- Ce projet funeste n'est pas nouveau. Un an après la création du MRC, en 2012, les extrémistes du régime avaient déjà planifié une opération d'élimination physique du Président national de notre parti et d'un de ses principaux collaborateurs. Informé de ce projet funeste par des éléments républicains des Services en question, nous avons adressé à l'époque une correspondance de protestation au Président de la République avec des preuves, y compris les noms et grades des membres du commando chargé de la sale besogne, leur mode opératoire, le tout contre décharge ; de même une copie avait été adressée au chef dudit commando ainsi qu'à certaines représentations diplomatiques, dont celles des Etats Unis, de la France. Mais, plus de dix ans après, cette correspondance est restée curieusement sans réponse. Et malgré notre demande écrite, aucune procédure judiciaire n'a jamais été ouverte dans cette affaire.

6- En octobre 2018, au lendemain de l'élection présidentielle dont nous revendiquons légitimement la victoire, un commando de mercenaires se déclarant d'origine centrafricaine avait approché des responsables de notre parti soi-disant pour se mettre à notre disposition en vue de faire un coup d'État qui devait nous porter au pouvoir. Nous en avons informé divers services de sécurité de l'État, dont la DGRE, la SEMIL et la DGSN. Cette dernière transmettra quelque temps après de prétendues félicitations du Chef de l'Etat pour notre attitude patriotique et républicaine. Mais à ce jour, malgré les auditions de certains cadres de notre parti par la police et leur notification comme témoins du Ministère public par le Tribunal militaire de Yaoundé, aucun procès n'a été ouvert contre les intéressés, ni aucune communication faite aux Camerounais sur cette curieuse affaire. Il est donc devenu claire qu'il s'agissait d'un piège ourdi par le pouvoir pour nous mêler à un prétendu coup d'État et se donner ainsi un moyen plausible de nous éliminer.

7- L'acharnement à vouloir compromettre le Président national du MRC s'est poursuivi par la publication éhontée à la Une du journal gouvernemental Cameroon Tribune du grossier mensonge selon lequel nous soutenons et finançons les sécessionnistes anglophones. En dépit de nos vives protestations, ce journal n'a jamais cru devoir faire amende honorable.

8-Ensuite, on a cherché à nous impliquer dans une curieuse et sordide affaire d'achat d'armes, pour lequel le President national du MRC aurait remis 2500 € à la personne commise à cet effet, affaire pour laquelle il nous est revenu qu'au moins une personne aurait été condamnée en 2019 à 5 ans d'emprisonnement ferme. Bien que nous n'étions pas au courant de cette affaire dont nous n'en avons eu connaissance que récemment, nous étions la cible visée puisqu'on voulait à tout prix que les protagonistes mentent qu'il connaissent le Président national du MRC et qu'ils

ont agi à sa demande.

9-Comme si cela ne suffirait pas, un élément des Forces de défense et de sécurité a publié au moins à deux reprises des vidéos dans lesquelles il ment sans gêne que le Président national du MRC lui aurait demandé de faire entrer les armes par la frontière centrafricaine pour prendre le pouvoir.

10-De même, les agents du régime ne cessent de faire pression par la torture sur des militants et sympathisants de notre parti arrêtés illégalement à l'occasion des Marches Pacifiques ou sur des citoyens menant leur propres initiatives de protestation contre les dérives du pouvoir en place, afin qu'ils déclarent que le Président national du MRC les paie pour agir.

11 - Alors qu'il se rendait à Tokombere dans l'Extrême-Nord pour raccompagner le 1er Vice-Président du parti, M. Mamadou Mota après sa sortie de prison, une tentative d'assassinat sur la personne du Président national a eu lieu à l'entrée de la ville de Garoua, le 13 mars 2020, par deux gendarmes à moto et en civil. L'un des deux fut arrêté par des membres de la sécurité du cortège du Président du MRC et amené chez le Gouverneur de la Région du Nord où il fut formellement identifié. Une plainte fût ensuite déposée contre lui, le 17 mars 2020 sous le no 1623 par les conseils du Président du parti; non seulement aucune suite n'a été donnée à cette plainte à ce jour, mais contre toute attente, sept membres du MRC qui accompagnèrent le gendarme chez le Gouverneur sont poursuivis pour port d'armes illégal et séquestration d'un fonctionnaire.

3

12- Et l'acharnement se poursuit avec l'agression, le 13 février 2023, du porte-parole du Président national du MRC, M. Olivier Bibou Nissack à la Prison Centrale de Kondengui, Yaoundé, par un détenu qui proférait des menaces contre lui et le Président du MRC. On attend la suite, parce qu'il y en aura une, au regard des informations/rumeurs dont nous avons fait état.

13- Malgré l'ambiance de terrorisme d'Etat avec tout ce que cela implique, de mépris de l'État de droit, d'insécurité permanente et d'arbitraire généralisé, caractéristiques des fins de règne des dictatures rampantes, le MRC rappelle que le peuple camerounais ne cédera pas à la terreur politique orchestrée par quelques individus nichés au cœur de l'Etat qui espèrent s'en servir pour usurper le pouvoir.

14- Le MRC appellera les Camerounais à se dresser contre toute tentative de prise illégale du pouvoir par des voies autres que celles prévues par la Constitution de notre pays. A ce sujet, le MRC invite le parti au pouvoir, le RDPC, à se dissocier publiquement et dès à présent de tout projet de confiscation ou de prise de pouvoir anticonstitutionnelle. Il encourage toutes les forces politiques et la société civile à s'unir dans un élan républicain et patriotique exceptionnel pour défendre, si nécessaire, la Nation contre les aventuriers éventuels de tous ordres.

15- La communauté internationale qui, en Afrique centrale, a souvent accordé son soutien à des

individus, voire à des dynasties, au détriment des peuples, doit se tenir aux côtés des partisans de la démocratie, de l'État de droit et de la légitimité du pouvoir, afin que triomphe la dévolution constitutionnelle du pouvoir et une alternance démocratique et pacifique au Cameroun.

16- Comme nous l'avons dit en d'autres occasions, le MRC est un Etat d'esprit, et de surcroît le Peuple Camerounais de l'après scrutin présidentiel historique du 7 octobre 2018 a une conscience élevée des enjeux de la lutte démocratique et des entraves qui brident son destin. Ce Peuple est mature et prêt à parer à toutes les éventualités. Par la terreur, fût-elle celle des Services de sécurité ou de l'Armée, nul ne s'imposera à notre peuple. Ce peuple dont la souffrance est allée grandissante depuis 41 ans de pouvoir stérilisant.

17- Les mêmes informations/rumeurs, savamment distillées afin qu'elles parviennent directement à la hiérarchie du MRC, confortent les soupçons selon lesquels au sommet de l'Etat il y aurait en cours d'exécution, depuis les mois qui ont précédé le scrutin présidentiel d'octobre 2018, une campagne orchestrée par l'Etat sur fond de tribalisme, pour tenter - heureusement en vain - de saper la popularité du MRC et de son leader principal. Cette campagne inqualifiable de tribalisme d'Etat, que chaque citoyen ou tout observateur étranger peut constater au quotidien, notamment dans les médias, petits et grands, y compris les médias d'Etat, instrumentalise les peurs irrationnelles des Camerounais.

18- Le MRC croit en la citoyenneté et la fraternité républicaines, et œuvre depuis sa création à leur donner corps au quotidien. Faut-il rappeler que notre Constitution affirme que le Cameroun est une République, et qu'elle nous impose à tous, dès lors, le respect et la défense de la citoyenneté républicaine, seule solution viable à un vivre-ensemble apaisé fondé sur le respect mutuel, dans notre riche mosaïque de communautés socio-historiques et culturelles ?

19- Le régime en place a cru devoir opposer entre elles les ethnies et même les tribus, instrumentaliser le tribalisme et même le micro- tribalisme, et opposer les principaux groupes linguistiques du pays. Il s'agit-là d'une faute politique parmi les plus graves, aux conséquences plus désastreuses que tous les échecs économiques et sociaux, car elles touchent aux structures mentales de la collectivité nationale, à la racine de ce qui forge l'âme d'un peuple et fait émerger les nations. C'est une responsabilité incommensurable devant l'Histoire, dont la sanction sera d'autant plus sévère qu'il faudra une longue durée pour réparer les dommages causés. Il est des choses avec lesquelles on ne joue pas. Non, tout n'est pas permis, même en politique !

20- Les mêmes informations/rumeurs en circulation font état de ce qu'un plan de déstabilisation du MRC par le régime serait en cours d'exécution à l'intérieur même de notre parti. Il nous plaît de rappeler une fois de plus que le MRC est une vision et un engagement partagés, un acte de foi libre en l'avenir radieux de ce merveilleux pays qui a été défiguré, humilié, réduit en un enclos où l'on se jalouse et se déteste à cause de dirigeants indifférents à nos malheurs, ce pays

ravalé au rang d'une Nation sans relief qui a perdu son orgueil et ses rêves de grandeur. Tous ceux qui dans les rangs de notre parti, font commerce avec le pouvoir en miroitant une quelconque capacité de sabordage du navire MRC ne sont en réalité que des aigrefins politiques. En effet, ils se font payer pour un service qu'ils savent eux-mêmes ne pouvoir jamais délivrer.

21- Le MRC a déjà survécu aux coups les plus tordus et les plus lâches portés par des personnes qui, dans divers salons feutrés du pays, avaient vendu une capacité de nuisance qui s'est avérée à la fin n'être que de simples chimères.

Donc, avis à celles et ceux qui, dans nos rangs, en échange d'argent, de promesses de postes, et que sais-je encore, auraient pris l'engagement de détruire de l'intérieur le MRC, le Souffle de l'Espoir du Peuple camerounais. Puisque leur objectif ne sera point atteint, ils vont très rapidement se retrouver dans l'obligation de démissionner, voire de rembourser l'argent et/ou les avantages indûment perçus.

22- Le MRC appelle ses militants et sympathisants des dix Régions du pays, le Peuple camerounais de l'intérieur et de la diaspora à rester vigilants, mobilisés et à continuer, comme ils le font déjà, en particulier depuis janvier 2023, à s'inscrire massivement sur les listes électorales, afin d'être prêts en 2025 ou avant pour réaliser le changement par les urnes et dans la paix dans notre pays.

Je vous aime et ne vous trahirai pas. Que Dieu bénisse le Cameroun !

5

Fait à Yaoundé, le 7 juin 2023.

Le Président National

Maurice KAMTO